



RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

Liberté
Égalité
Fraternité

BOAMP.fr

Bulletin officiel des annonces des marchés publics

Avis de marché de concession

Attention : les informations contenues dans l'extrait PDF peuvent dans certains cas ne pas présenter le texte intégral de l'annonce. Les extraits PDF des annonces du BOAMP ne constituent pas le format officiel, pour consulter le texte intégral au format officiel du présent avis, cliquez sur <https://www.boamp.fr/pages/avis/?q=idweb:25-119344>

Département(s) de publication : **75, 977, 978, 976, 986**

Annonce n° **25-119344**

Section 1 - Acheteur

1.1 Acheteur

Nom officiel : Secrétariat général des Ministères économiques et financiers - Service du numérique

Forme juridique de l'acheteur : Autorité publique centrale

Activité du pouvoir adjudicateur : Affaires économiques

Section 2 - Procédure

2.1 Procédure

Titre : Concession de service public (passée selon une procédure ouverte en application des articles L.3120-1, L. 1400-1 et R.3121-5 du Code de la commande publique) Gestion et développement du domaine Internet de premier niveau pour les 5 territoires ultramarins suivants : - Mayotte - Saint Barthelemy - Saint Martin - Saint Pierre-et-Miquelon - Wallis-et-Futuna

Description : Concession de service public (passée selon une procédure ouverte en application des articles LL.3120-1, L. 1400-1 et R.3121-5 du Code de la commande publique) Gestion et développement du domaine Internet de premier niveau pour les 5 territoires ultramarins suivants : - Mayotte - Saint Barthelemy - Saint Martin - Saint Pierre-et-Miquelon - Wallis-et-Futuna

Identifiant de la procédure : bb27f110-26f8-49f6-ae64-05664b9808f2

Identifiant interne : IB-21-OE-Ultra-marins-2025-II

Type de procédure : Ouverte

Principales caractéristiques de la procédure : procédure ouverte avec négociation pour l'attribution d'une concession de service public

2.1.1 Objet

Nature du marché : Services

Nomenclature principale (cpv) : 72212221 Services de développement de logiciels de navigation sur l'internet

Nomenclature supplémentaire (cpv) : 72417000 Noms de domaine internet

2.1.2 Lieu d'exécution

Ville : Paris

Subdivision pays (NUTS) : Paris (FR101)

Pays : France

2.1.3 Valeur

Valeur estimée hors TVA : 1,488,000 Euro

2.1.4 Informations générales

Base juridique :

Directive 2014/23/UE

directive 2014/23 - directive 2014/23

Sans objet

Droit transnational applicable : Sans objet

Section 5 - Lot

5.1 Identifiant technique du lot : LOT-0001

Titre : Gestion et développement du domaine Internet de premier niveau « .yt » (Mayotte)

Description : Gestion et développement du domaine Internet de premier niveau « .yt » (Mayotte)

Identifiant interne : IB-21-OE-Ultra-marins-2025-Lot1

5.1.1 Objet

Nature du marché : Services

Nomenclature principale (cpv): 72212221 Services de développement de logiciels de navigation sur l'internet

Nomenclature supplémentaire (cpv): 72417000 Noms de domaine internet

Options :

Description des options : reconductible une fois sur décision du ministre en charge des communications électroniques

5.1.2 Lieu d'exécution

Subdivision pays (NUTS) : Mayotte (FRY50)

Pays : France

Informations complémentaires :

5.1.3 Durée estimée

Date de début : 01/02/2026

Durée : 5 An

5.1.4 Renouvellement

Nombre maximal de renouvellements : 1

Autres informations sur le renouvellement : pour une durée identique. Il est précisé que le montant estimé indiqué est le montant sur la durée hypothétique globale (reconduction comprise).

5.1.5 Valeur

Valeur estimée hors TVA : 474,866 Euro

5.1.6 Informations générales

Il s'agit d'un marché récurrent

Participation réservée : La participation n'est pas réservée.

Projet de passation de marché non financé par des fonds de l'UE

Le marché relève de l'accord sur les marchés publics (AMP) : non

Le marché en question convient aussi aux petites et moyennes entreprises (PME) : oui

5.1.7 Marché public stratégique

Objectif social promu : Égalité hommes-femmes

5.1.10 Critères d'attribution

Critère :

Type : Qualité

Description : valeur technique

Critère :

Type : Prix

Description : tarification appliquée

Critère :

Type : Qualité

Description : Performance environnementale et sociale

Description de la méthode à utiliser si la pondération ne peut être exprimée par des critères : hiérarchisation des critères

Justification de l'absence d'indication de la pondération des critères d'attribution :
Directive 2014/23/UE

5.1.11 Documents de marché

Langues dans lesquelles les documents de marché sont officiellement disponibles :
français

Adresse des documents de marché : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

5.1.12 Conditions du marché public

Conditions de présentation :

Présentation par voie électronique : Requise

Adresse de présentation : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Langues dans lesquelles les offres ou demandes de participation peuvent être présentées : français

Date limite de réception des offres : 28/11/2025 à 16:00

Date limite de validité de l'offre : 180 Jour

Conditions du marché :

Le marché doit être exécuté dans le cadre de programmes d'emplois protégés :

Non

5.1.16 Informations complémentaires, médiation et réexamen

Organisation chargée des procédures de médiation : Médiateur interne Relations fournisseurs des MEF

Organisation chargée des procédures de recours : Tribunal administratif de Paris

Informations relatives aux délais de recours : En application de l'article R2182-1 du Code de la commande publique, un délai de 11 jours entre la date de transmission par courriel du rejet de l'offre et la signature du marché sera respecté par l'administration. Durant ce délai, un référé précontractuel contre la procédure de passation du contrat peut être exercé. Le référé contractuel (L. 551-13 à L. 551-23, et R.551-7 à R. 551-10 du code de justice administrative) peut être introduit après la signature du contrat dans un délai de 31 jours, à compter de la publication d'un avis d'attribution du contrat au Journal officiel de l'union européenne (Joue) ou dans un délai de 6 mois, à compter du lendemain du jour de la conclusion du contrat, si aucun avis d'attribution n'a été publié ou si aucune notification de la conclusion du contrat n'a été effectuée ; Le recours de pleine juridiction en contestation de la validité du contrat (CE, Ass., 4 avril 2014, Département de Tarn-Et- garonne, req. N o 358994) peut être introduit par tout tiers à un contrat administratif susceptible d'être lésé dans ses intérêts de façon suffisamment directe et certaine par sa passation ou ses clauses dans un délai de deux mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité appropriées

Organisation qui fournit des informations complémentaires sur la procédure de passation de marché : Secrétariat général des Ministères économiques et financiers - Service du numérique

Organisation qui fournit des précisions concernant l'introduction des recours : Tribunal administratif de Paris

5.1 Identifiant technique du lot : LOT-0002

Titre : Gestion et développement du domaine Internet de premier niveau « .bl » (Saint-Barthelemy)

Description : Gestion et développement du domaine Internet de premier niveau « .bl » (Saint-Barthelemy)

Identifiant interne : IB-21-OE-Ultra-marins-2025-Lot2

5.1.1 Objet

Nature du marché : Services

Nomenclature principale (cpv): 72212221 Services de développement de logiciels de navigation sur l'internet

Nomenclature supplémentaire (cpv): 72417000 Noms de domaine internet

Options :

Description des options : reconductible

5.1.2 Lieu d'exécution

Subdivision pays (NUTS) : Paris (FR101)

Pays : France

Informations complémentaires : Lieu d'exécution : Saint-Barthélémy. information sur le champ BT-5071-Lot erronée.

5.1.3 Durée estimée

Date de début : 01/02/2026

Durée : 5 An

5.1.4 Renouvellement

Nombre maximal de renouvellements : 1

Autres informations sur le renouvellement : reconductible une fois pour une durée identique sur décision du ministère chargé des communications électroniques

5.1.5 Valeur

Valeur estimée hors TVA : 44,692 Euro

5.1.6 Informations générales

Il s'agit d'un marché récurrent

Participation réservée : La participation n'est pas réservée.

Projet de passation de marché non financé par des fonds de l'UE

Le marché relève de l'accord sur les marchés publics (AMP) : non

5.1.7 Marché public stratégique

Objectif social promu : Égalité hommes-femmes

5.1.11 Documents de marché

Adresse des documents de marché : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

5.1.12 Conditions du marché public

Conditions de présentation :

Présentation par voie électronique : Requise

Adresse de présentation : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Langues dans lesquelles les offres ou demandes de participation peuvent être présentées : français

Date limite de réception des offres : 28/11/2025 à 16:00

Date limite de validité de l'offre : 180 Jour

Conditions du marché :

Le marché doit être exécuté dans le cadre de programmes d'emplois protégés :

Non

5.1.16 Informations complémentaires, médiation et réexamen

Organisation chargée des procédures de médiation : Médiateur interne Relations fournisseurs des MEF

Organisation chargée des procédures de recours : Tribunal administratif de Paris

Informations relatives aux délais de recours : En application de l'article R2182-1 du Code de la commande publique, un délai de 11 jours entre la date de transmission par courriel du rejet de l'offre et la signature du marché sera respecté par l'administration. Durant ce délai, un référé précontractuel contre la procédure de passation du contrat peut être exercé. Le référé contractuel (L. 551-13 à L. 551-23, et R.551-7 à R. 551-10 du code de justice administrative) peut être introduit après la signature du contrat dans un délai de 31 jours, à compter de la publication d'un avis d'attribution du contrat au Journal officiel de l'union européenne (Joue) ou dans un délai de 6 mois, à compter du lendemain du jour de la conclusion du contrat, si aucun avis d'attribution n'a été publié ou si aucune notification de la conclusion du contrat n'a été effectuée ; Le recours de pleine juridiction en contestation de la validité du contrat (CE, Ass., 4 avril 2014, Département de Tarn-Et- garonne, req. N o 358994) peut être introduit par tout tiers à un contrat administratif susceptible d'être lésé dans ses intérêts de façon suffisamment directe et certaine par sa passation ou ses clauses dans un délai de deux mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité appropriées

Organisation qui fournit des informations complémentaires sur la procédure de passation de marché : Secrétariat général des Ministères économiques et financiers - Service du numérique

Organisation qui fournit des précisions concernant l'introduction des recours : Tribunal administratif de Paris

5.1 Identifiant technique du lot : LOT-0003

Titre : Gestion et développement du domaine Internet de premier niveau « .mf » (Saint-Martin)

Description : Gestion et développement du domaine Internet de premier niveau « .mf » (Saint-Martin)

Identifiant interne : IB-21-OE-Ultra-marins-2025-Lot3

5.1.1 Objet

Nature du marché : Services

Nomenclature principale (cpv): 72212221 Services de développement de logiciels de navigation sur l'internet

Nomenclature supplémentaire (cpv): 72417000 Noms de domaine internet

Options :

Description des options : reconductible une fois

5.1.2 Lieu d'exécution

Subdivision pays (NUTS) : Paris (FR101)

Pays : France

Informations complémentaires : Lieu d'exécution : Saint-Martin. Information BT-5071-Lot erronée

5.1.3 Durée estimée

Date de début : 01/02/2026

Durée : 5 An

5.1.4 Renouvellement

Nombre maximal de renouvellements : 1

Autres informations sur le renouvellement : reconductible une fois sur décision du ministre en charge des communications électronique pour une durée identique

5.1.5 Valeur

Valeur estimée hors TVA : 67,050 Euro

5.1.6 Informations générales

Il s'agit d'un marché récurrent

Participation réservée : La participation n'est pas réservée.

Projet de passation de marché non financé par des fonds de l'UE

Le marché relève de l'accord sur les marchés publics (AMP) : non

Le marché en question convient aussi aux petites et moyennes entreprises (PME) : oui

5.1.7 Marché public stratégique

Objectif social promu : Égalité hommes-femmes

5.1.11 Documents de marché

Adresse des documents de marché : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

5.1.12 Conditions du marché public

Conditions de présentation :

Présentation par voie électronique : Requise

Adresse de présentation : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Langues dans lesquelles les offres ou demandes de participation peuvent être présentées : français

Date limite de réception des offres : 28/11/2025 à 16:00

Date limite de validité de l'offre : 180 Jour

Conditions du marché :

Le marché doit être exécuté dans le cadre de programmes d'emplois protégés :

Non

5.1.16 Informations complémentaires, médiation et réexamen

Organisation chargée des procédures de médiation : Médiateur interne Relations fournisseurs des MEF

Organisation chargée des procédures de recours : Tribunal administratif de Paris

Informations relatives aux délais de recours : En application de l'article R2182-1 du Code de la commande publique, un délai de 11 jours entre la date de transmission par courriel du rejet de l'offre et la signature du marché sera respecté par l'administration. Durant ce délai, un référé précontractuel contre la procédure de passation du contrat peut être exercé. Le référé contractuel (L. 551-13 à L. 551-23, et R.551-7 à R. 551-10 du code de justice administrative) peut être introduit après la signature du contrat dans un délai de 31 jours, à compter de la publication d'un avis d'attribution du contrat au Journal officiel de l'union européenne (Joue) ou dans un délai de 6 mois, à compter du lendemain du jour de la conclusion du contrat, si aucun avis d'attribution n'a été publié ou si aucune notification de la conclusion du contrat n'a été effectuée ; Le recours de pleine juridiction en contestation de la validité du contrat (CE, Ass., 4 avril 2014, Département de Tarn-Et- garonne, req. N o 358994) peut être introduit par tout tiers à un contrat administratif susceptible d'être lésé dans ses intérêts de façon suffisamment directe et certaine par sa passation ou ses clauses dans un délai de deux mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité appropriées

Organisation qui fournit des informations complémentaires sur la procédure de passation de marché : Secrétariat général des Ministères économiques et financiers - Service du numérique

Organisation qui fournit des précisions concernant l'introduction des recours : Tribunal administratif de Paris

5.1 Identifiant technique du lot : LOT-0004

Titre : Gestion et développement du domaine Internet de premier niveau « .pm » (Saint-Pierre-et-Miquelon)

Description : Gestion et développement du domaine Internet de premier niveau « .pm » (Saint-Pierre-et-Miquelon)

Identifiant interne : IB-21-OE-Ultra-marins-2025-Lot4

5.1.1 Objet

Nature du marché : Services

Nomenclature principale (cpv): 72212221 Services de développement de logiciels de navigation sur l'internet

Nomenclature supplémentaire (cpv): 72417000 Noms de domaine internet

Options :

Description des options : reconductible une fois

5.1.2 Lieu d'exécution

Subdivision pays (NUTS) : Paris (FR101)

Pays : France

Informations complémentaires : Lieu d'exécution : Saint-Pierre-et-Miquelon. Information BT-5071-Lot erronée.

5.1.3 Durée estimée

Date de début : 01/02/2026

Durée : 5 An

5.1.4 Renouvellement

Nombre maximal de renouvellements : 1

Autres informations sur le renouvellement : reconductible une fois sur décision du ministre en charge des communications électroniques pour une durée identique

5.1.5 Valeur

Valeur estimée hors TVA : 664,484 Euro

5.1.6 Informations générales

Il s'agit d'un marché récurrent

Participation réservée : La participation n'est pas réservée.

Projet de passation de marché non financé par des fonds de l'UE

Le marché relève de l'accord sur les marchés publics (AMP) : non

Le marché en question convient aussi aux petites et moyennes entreprises (PME) : oui

5.1.7 Marché public stratégique

Objectif social promu : Égalité hommes-femmes

5.1.11 Documents de marché

Langues dans lesquelles les documents de marché sont officiellement disponibles : français

Adresse des documents de marché : <https://www.marches-public.gouv.fr>

5.1.12 Conditions du marché public

Conditions de présentation :

Présentation par voie électronique : Requise

Adresse de présentation : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Langues dans lesquelles les offres ou demandes de participation peuvent être présentées : français

Date limite de réception des offres : 28/11/2025 à 16:00

Date limite de validité de l'offre : 180 Jour

Conditions du marché :

Le marché doit être exécuté dans le cadre de programmes d'emplois protégés : Non

5.1.16 Informations complémentaires, médiation et réexamen

Organisation chargée des procédures de médiation : Médiateur interne Relations fournisseurs des MEF

Organisation chargée des procédures de recours : Tribunal administratif de Paris

Informations relatives aux délais de recours : En application de l'article R2182-1 du Code de la commande publique, un délai de 11 jours entre la date de transmission par courriel du rejet de l'offre et la signature du marché sera respecté par l'administration. Durant ce délai, un référé précontractuel contre la procédure de passation du contrat peut être exercé. Le référé contractuel (L. 551-13 à L. 551-23, et R.551-7 à R. 551-10 du code de justice administrative) peut être introduit après la signature du contrat dans un délai de 31 jours, à compter de la publication d'un avis d'attribution du contrat au Journal officiel de l'union européenne (Joue) ou dans un délai de 6 mois, à compter du lendemain du jour de la conclusion du contrat, si aucun avis d'attribution n'a été publié ou si aucune notification de la conclusion du contrat n'a été effectuée ; Le recours de pleine juridiction en contestation de la validité du contrat (CE, Ass., 4 avril 2014, Département de Tarn-Et- garonne, req. N o 358994) peut être introduit par tout tiers à un contrat administratif susceptible d'être lésé dans ses intérêts de façon suffisamment directe et certaine par sa passation ou ses clauses dans un délai de deux mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité appropriées.

Organisation qui fournit des informations complémentaires sur la procédure de passation de marché : Secrétariat général des Ministères économiques et financiers - Service du numérique

Organisation qui fournit des précisions concernant l'introduction des recours : Tribunal administratif de Paris

5.1 Identifiant technique du lot : LOT-0005

Titre : Gestion et développement du domaine Internet de premier niveau ".wf » (Wallis-et-Futuna)

Description : Gestion et développement du domaine Internet de premier niveau ".wf » (Wallis-et-Futuna)

Identifiant interne : 5

5.1.1 Objet

Nature du marché : Services

Nomenclature principale (cpv): 72212221 Services de développement de logiciels de navigation sur l'internet

Nomenclature supplémentaire (cpv): 72417000 Noms de domaine internet

Options :

Description des options : reconductible une fois

5.1.2 Lieu d'exécution

Subdivision pays (NUTS) : Paris (FR101)

Pays : France

Informations complémentaires : Lieu d'exécution : Wallis-et-Futuna. Information BT-5071-Lot erronée.

5.1.3 Durée estimée

Date de début : 01/02/2026

Durée : 5 An

5.1.4 Renouvellement

Nombre maximal de renouvellements : 1

Autres informations sur le renouvellement : une reconduction sur décision du ministre en charge des communications électroniques pour une durée identique

5.1.5 Valeur

Valeur estimée hors TVA : 230,380 Euro

5.1.6 Informations générales

Il s'agit d'un marché récurrent

Participation réservée : La participation n'est pas réservée.

Projet de passation de marché non financé par des fonds de l'UE

Le marché relève de l'accord sur les marchés publics (AMP) : non

5.1.7 Marché public stratégique

Méthode utilisée pour réduire l'incidence environnementale : La prévention et la réduction de la pollution

Objectif social promu : Égalité hommes-femmes

5.1.10 Critères d'attribution

Critère :

Type : Qualité

Description : valeur technique

Critère :

Type : Prix

Description : tarification appliquée

Description de la méthode à utiliser si la pondération ne peut être exprimée par des critères : Attribution sur la base des critères hiérarchisés mentionnés dans le règlement de consultation.

Justification de l'absence d'indication de la pondération des critères d'attribution : directive concession

5.1.11 Documents de marché

Langues dans lesquelles les documents de marché sont officiellement disponibles : français

Adresse des documents de marché : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

5.1.12 Conditions du marché public

Conditions de présentation :

Présentation par voie électronique : Requise

Adresse de présentation : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Langues dans lesquelles les offres ou demandes de participation peuvent être présentées : français

Variantes : Non autorisée

Date limite de réception des offres : 28/11/2025 à 16:00

Date limite de validité de l'offre : 180 Jour

Conditions du marché :

Le marché doit être exécuté dans le cadre de programmes d'emplois protégés :
Non

5.1.16 Informations complémentaires, médiation et réexamen

Organisation chargée des procédures de médiation : Médiateur interne Relations fournisseurs des MEF

Organisation chargée des procédures de recours : Tribunal administratif de Paris

Informations relatives aux délais de recours : un délai de 11 jours entre la date de transmission par courriel du rejet de l'offre et la signature du marché sera respecté par l'administration. Durant ce délai, un référé précontractuel contre la procédure de passation du contrat peut être exercé. Le référé contractuel (L. 551-13 à L. 551-23, et R. 551-7 à R. 551-10 du code de justice administrative) peut être introduit après la signature du contrat dans un délai de 31 jours, à compter de la publication d'un avis d'attribution du contrat au Journal officiel de l'union européenne (Joue) ou dans un délai de 6 mois, à compter du lendemain du jour de la conclusion du contrat, si aucun avis d'attribution n'a été publié ou si aucune notification de la conclusion du contrat n'a été effectuée ; Le recours de pleine juridiction en contestation de la validité du contrat (CE, Ass., 4 avril 2014, Département de Tarn-Et-garonne, req. N o 358994) peut être introduit par tout tiers à un contrat administratif susceptible d'être lésé dans ses intérêts de façon suffisamment directe et certaine par sa passation ou ses clauses dans un délai de deux mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité appropriées

Organisation qui fournit des informations complémentaires sur la procédure de passation de marché : Secrétariat général des Ministères économiques et financiers - Service du numérique

Organisation qui fournit un accès hors ligne aux documents de marché : Secrétariat général des Ministères économiques et financiers - Service du numérique

Organisation qui fournit des précisions concernant l'introduction des recours : Secrétariat général des Ministères économiques et financiers - Service du numérique

Organisation qui reçoit les demandes de participation : Secrétariat général des Ministères économiques et financiers - Service du numérique

Organisation qui traite les offres : Secrétariat général des Ministères économiques et financiers - Service du numérique

Section 8 - Organisations

8.1 ORG-0001

Nom officiel : Secrétariat général des Ministères économiques et financiers - Service du numérique

Numéro d'enregistrement : 13001334500017

Ville : Paris

Code postal : 75012

Subdivision pays (NUTS) : Paris (FR101)

Pays : France

Point de contact : François Savourat

Adresse électronique : francois.savourat@finances.gouv.fr

Téléphone : 0153189734

Profil de l'acheteur : <https://www.marches-publics.gouv.fr/entreprise>

Rôles de cette organisation :

Acheteur

Organisation qui fournit des informations complémentaires sur la procédure de passation de marché

Organisation qui fournit un accès hors ligne aux documents de marché

Organisation qui reçoit les demandes de participation

Organisation qui traite les offres

Organisation qui fournit des précisions concernant l'introduction des recours

8.1 ORG-0002

Nom officiel : Tribunal administratif de Paris

Numéro d'enregistrement : 17750005500013

Adresse postale : Hôtel d'Aumont - 7 rue de Jouy Hôtel d'Aumont - 7 rue de Jouy PARIS CEDEX 04 75181

Ville : PARIS CEDEX 04

Code postal : 75181

Subdivision pays (NUTS) : Paris (FR101)

Pays : France

Adresse électronique : greffe.ta-paris@juradm.fr

Téléphone : 01 44 59 44 00

Rôles de cette organisation :

Organisation chargée des procédures de recours

Organisation qui fournit des précisions concernant l'introduction des recours

8.1 ORG-0003

Nom officiel : Médiateur interne Relations fournisseurs des MEF

Numéro d'enregistrement : 13001334500017

Adresse postale : 139 rue de Bercy 75572 PARIS Cedex 12

Ville : Paris Cedex 12

Code postal : 75572

Subdivision pays (NUTS) : Paris (FR101)

Pays : France

Adresse électronique : mediation-fournisseurs.bercy@finances.gouv.fr

Téléphone : 01 53 18 32 17

Rôles de cette organisation :

Organisation chargée des procédures de médiation

Informations relatives à l'avis

Identifiant/version de l'avis : b5657c1d-fe65-43e5-90a8-103a018b863c - 01

Type de formulaire : Mise en concurrence

Type d'avis : Avis de marché ou de concession – régime ordinaire

Date d'envoi de l'avis : 24/10/2025 à 13:57

Langues dans lesquelles l'avis en question est officiellement disponible : français

Date d'envoi du présent avis à la publication : 24/10/2025